



La Commune



L'insurrection d'Oaxaca

Publié le vendredi 03 novembre 2006



Mexique

Le 29 octobre dernier, six mois après le début de la grève pour des augmentations de salaire, lancée par les enseignants et la section 22 du Syndicat National de l'Éducation et près de cinq mois après la constitution de l'Assemblée Populaire du Peuple Oaxaqueno (APPO), le gouvernement de Vicente Fox a envoyé 4 000 hommes armés de la Police Fédérale Préventive pour en finir une fois pour toutes avec les grévistes et les manifestants. Le point sur une situation plus qu'explosive, aux portes mêmes des États-Unis.

Dix morts, des dizaines de blessés, plus de deux cents emprisonnés, c'est le premier bilan de l'opération policière pour occuper la place du Zocalo d'Oaxaca. Il s'agit pour le gouvernement de liquider l'APPO, double pouvoir en gestation, et d'obliger les enseignants à regagner leurs classes sans répondre aux revendications salariales et démocratiques de ces six mois de mobilisation qui ont amené le départ du gouverneur Ortiz, membre du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) accusé de fraudes électorales en 2004.

Traité de Libre Commerce

Depuis la signature du Traité de Libre Commerce (TLC) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique au mois de janvier 1994, les gouvernements mexicains du PRI puis du Parti d'action nationale (PAN) ont engagé une offensive contre les masses afin de garantir les bénéfices des multinationales nord-américaines et de permettre à la bourgeoisie mexicaine d'entrer sur le marché nord-américain pour vendre ses marchandises à bas prix grâce aux faibles coûts de main-d'oeuvre qui lui garantiront de substantiels bénéfices. C'est ainsi que le gouvernement de Vicente Fox (PAN) a diminué de façon importante la part de l'éducation et de la santé dans le budget et commencé la destruction de la Caisse de sécurité sociale.

Pour la bourgeoisie, le TLC est un succès, la part du commerce extérieur dans le Produit intérieur brut (PIB) est passée de 18 % en 1993 à 60 % en 2002. En revanche, pour les salariés et les paysans pauvres, les années passées sont synonymes d'aggravation de leurs conditions d'existence. Dans le Nord, à la frontière avec les États-Unis, se sont installées des usines qui sont des zones de non-droit pour les travailleurs, où toute forme d'organisation syndicale est interdite. Au Sud, où la misère ne cesse de s'accroître, les paysans sont persécutés, leurs terres saisies au profit des multinationales de l'industrie agro-alimentaire.

Le Mexique, chaînon le plus faible de l'Amérique du nord, a vu le TLC amplifier cette caractéristique. Le PIB par habitant est de 7 200 \$ au Mexique, 31 348 \$ aux États-Unis et 26 128 \$ au Canada, et ceci est d'autant plus dramatique quant on sait que les inégalités ne cessent de grandir dans la distribution des richesses au Mexique.

Une crise politique abyssale

Depuis les insurrections paysannes du Chiapas jusqu'aux grèves des étudiants et enseignants, le mouvement des masses cherche à contenir l'offensive de la bourgeoisie. Ce processus a trouvé sa première expression sur le terrain électoral dans la défaite du PRI aux élections de l'an 2000, après 70 ans de pouvoir sans partage. Ce résultat a signifié la fin du Régime du parti unique. Mais le gouvernement de Vicente Fox, soumis aux exigences du TLC, a vu son crédit populaire fondre de manière accélérée.

La bourgeoisie mexicaine, essayant de mettre sur pied un Régime bipartite d'alternance entre le PRI et le PAN, a tenté d'empêcher la candidature du maire de Mexico Manuel López Obrador aux élections présidentielles sous la bannière du Parti de la révolution démocratique (PRD). Le résultat de cette manoeuvre a été une manifestation de plus d'un million de personnes qui l'a mise en échec. Avec les manifestations de juillet et d'août contre la fraude aux élections présidentielles, la grève des enseignants de l'État d'Oaxaca et la constitution de l'APPO, le Régime est plongé dans une très grave crise et, s'il n'est pas encore tombé dans l'abîme au bord duquel il vacille, c'est que personne ne se propose de lui donner la poussée nécessaire. Les conditions existent déjà dans de nombreux états pour de nouveaux Oaxaca : c'est le cas pour les états de Guerrero, du Chiapas, du Yucatan, de Campeche, de Tabasco, de Vera Cruz. Dans cette situation, la responsabilité de Manuel López Obrador est immense.

Samedi 4 novembre une caravane motorisée doit partir du Zocalo de Mexico à Oaxaca pour "*rompre l'encerclement militaire*" et participer à la grande manifestation prévue par l'APPO. Les 9 et 10 novembre doivent avoir lieu un arrêt de travail national et une manifestation pour dénoncer les groupes "*de choc paramilitaires d'Ulises Ortiz*".